

NEWSLETTER MAI



Avec sa newsletter mensuelle, STRAT'EMH vous propose un regard sur les actualités des Outre-mer, éclairées par leur environnement régional.

● Parti pris

La France compte 13 territoires ultramarins et dispose, grâce à eux, d'une présence dans tous les océans à l'exception de l'Arctique.

Hérités de l'histoire, ces territoires restent marginalisés dans les réflexions politiques et stratégiques nationales.

STRAT'EMH souhaite mettre en lumière le potentiel des territoires ultramarins à partir de leurs réalités propres et dynamiques endogènes.

Le sujet à la une

Les défaillances d'entreprises en Outre-mer

- **L'Outre-mer crée beaucoup, mais consolide peu**

En 2025, les DROM ont enregistré 27 830 créations d'entreprises, soit une hausse de 26,6 % sur un an, **un rythme près de trois fois supérieur à celui observé dans l'Hexagone.** Le nombre d'entreprises actives a atteint 296 577 fin 2025. La Réunion demeure le principal moteur, avec plus de 10 000 créations, tandis que Mayotte affiche la progression la plus forte, à **+61 %**. Dans le même temps, les radiations ont également fortement progressé, avec 17 949 entreprises radiées en 2025, soit +22,4 %. Autrement dit, l'Outre-mer crée beaucoup, mais consolide peu.

Cette tendance est prégnante dans l'actualité guyanaise : 1 500 sociétés sont convoquées devant le tribunal mixte de commerce de Cayenne le 11 juin 2026 afin de régulariser leurs obligations déclaratives.

En 2025, 2 832 redressements et liquidations judiciaires ont donc été enregistrés dans les Outre-mer. **Il s'agit d'une hausse de 12,2 % sur un an, contre seulement +3,5 % pour la France entière.**



- **Des fragilités qui s'expriment différemment selon les territoires**

En 2025, La Réunion reste le territoire le plus concerné en volume, avec 1 107 défaillances, tandis que la Nouvelle-Calédonie enregistre 385 procédures, en hausse de 11,3 %, dans un contexte encore marqué par la crise de 2024. À l'inverse, la Polynésie française confirme une amélioration avec une baisse de 18,6 %, tandis que Mayotte affiche seulement 20 défaillances, un chiffre à interpréter avec prudence compte tenu du poids de l'informel et des perturbations récentes.

Au-delà des écarts territoriaux, les secteurs les plus exposés révèlent des vulnérabilités communes : transports et entreposage (+28,6 %), hébergement-restauration (+25,2 %), services aux entreprises (+24,6 %) et construction, qui concentre à elle seule 675 procédures. Ces activités dépendent fortement du fret, de la commande publique, des coûts des matériaux, du foncier et des délais de paiement.

Lecture STRAT'EMH

À travers sa contribution au Livre blanc des trajectoires économiques ultramarines, porté par l'ACCIOM, STRAT'EMH défend une priorité : mieux accompagner les porteurs de projet et les entreprises en amont, grâce à un accès simplifié au financement et un appui renforcé à l'ingénierie. Ce Livre blanc sera présenté dans le cadre des 1ères Assises économiques des Outre-mer en septembre 2026 à Paris.

Industries et technologies

La filière canne-sucre réunionnaise s'inquiète de l'avenir de Tereos

Le 5 mai 2026, le député réunionnais Perceval Gaillard a alerté sur les conséquences du désengagement progressif du groupe Tereos, propriétaire des deux dernières sucreries de l'île. Les planteurs, industriels et élus locaux craignent une remise en cause de l'équilibre économique de la filière canne-sucre-rhum, qui représente près de 15 000 emplois directs, indirects et induits à La Réunion.

La French Tech Nouvelle-Calédonie devient Capitale French Tech

Le 12 mai 2026, la French Tech Nouvelle-Calédonie a annoncé à la Station N, à Nouméa, sa labellisation comme Capitale French Tech pour la période 2026-2028. Cette reconnaissance, attribuée par la Mission French Tech nationale fait de la Nouvelle-Calédonie la deuxième Capitale French Tech ultramarine avec La Réunion.

GBH inaugure la Galerie Grand Matoury en Guyane

Le 22 mai 2026, le groupe GBH a inauguré la Galerie Grand Matoury, un nouveau centre commercial situé à proximité de Cayenne. Ce projet représente l'un des investissements commerciaux les plus importants réalisés récemment en Guyane

Mamoudzou fait de la transition écologique un levier d'attractivité

L'inauguration de la première unité industrielle de production de Briques de Terre Compressée (BTC) de Mayotte, soutenue par la Ville de Mamoudzou, fut organisée le 16 mai 2026. Cette usine doit permettre de produire localement un matériau de construction normé, dans un contexte où Mayotte fait face à d'importants besoins de logement et d'équipements publics.



SFR Réunion teste la fibre 50G-PON

Le 15 mai 2026, SFR Réunion a annoncé avoir expérimenté la technologie 50G-PON, une première sur l'île. Encore au stade expérimental, cette technologie n'est pas destinée à une commercialisation immédiate, mais elle illustre la montée en puissance des infrastructures numériques réunionnaises. L'opérateur indique également que 69 % des logements réunionnais sont désormais éligibles au 8 Gb/s via la technologie XGS-PON, et met en avant une nouvelle route vers l'Asie permettant un gain annoncé de 55 % sur la latence.

Environnement

La Guyane confrontée à la saturation de sa principale décharge

La situation du centre de stockage des déchets des Maringouins, principal site d'enfouissement de Guyane, est critique. Ses capacités arrivent à saturation : il sera comble fin 2027. Exploité par la CACL, l'équipement reçoit l'essentiel des déchets produits par les communes de l'agglomération de Cayenne. Les collectivités et les services de l'État cherchent des solutions pour éviter une rupture dans la gestion des déchets, alors que la croissance démographique continue d'accroître les volumes à traiter.



Le 20 mai 2026, le gouvernement a présenté sa nouvelle feuille de route consacrée aux eaux littorales françaises. Porté par le ministère de la Transition écologique, ce document prévoit plusieurs actions en faveur de la qualité des eaux côtières, de la préservation des récifs coralliens et de la lutte contre les pollutions marines. Les territoires ultramarins concentrant près de 97 % de l'espace maritime français, ils occupent une place centrale dans cette stratégie.

Agricole

Le CNRS met en lumière les leviers de l'agroécologie aux Antilles

Le 4 mai 2026, le CNRS a consacré un article aux travaux menés en Guadeloupe et en Martinique sur le développement de l'agroécologie. À travers l'Observatoire Hommes-Milieux Littoral Caraïbe, l'organisme souligne le potentiel de pratiques agricoles davantage fondées sur la diversification des cultures, la valorisation des variétés locales et la préservation des sols. Le constat marquant dans des territoires qui importent plus de 80 % de leur alimentation. Le CNRS insiste sur la nécessité d'associer chercheurs, agriculteurs, collectivités et acteurs économiques afin d'accompagner le développement de modèles agricoles adaptés aux réalités ultramarines.

À Kawéni, la foire agricole met les producteurs locaux à l'honneur

Le 17 mai 2026, la foire agricole et artisanale de Kawéni a rassemblé à Mamoudzou des producteurs, éleveurs et artisans venus valoriser leurs savoir-faire et leurs productions. Organisé avec le soutien des collectivités locales et des acteurs économiques mahorais, l'événement a mis l'accent sur les circuits courts et la consommation locale. Le sujet de l'ancrage territorial des filières agricoles de Mayotte est stratégique dans cette phase de reconstruction que traverse le territoire.

Maritime

Le gouvernement actualise le code rural et de la pêche maritime applicable aux Outre-mer

Le 6 mai 2026, le Conseil des ministres a adopté un projet de loi ratifiant l'ordonnance du 4 mars 2026 relative à l'actualisation du Code rural et de la pêche maritime applicable dans les territoires ultramarins. L'ordonnance poursuit un double objectif. D'une part, elle adapte certaines références administratives afin de tenir compte des réalités institutionnelles des DOM. D'autre part, elle clarifie la répartition des compétences entre l'État et les collectivités dans les territoires régis par le principe de spécialité législative : Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna.



La Guyane teste un outil innovant pour préparer le cabotage régional

Le 8 mai 2026, le Grand Port Maritime de Guyane a présenté son projet d'e-boat à la Commission mixte transfrontalière France-Brésil dédiée aux transports. Cet outil doit préfigurer une future ligne de cabotage sur le Plateau des Guyanes, entre le nord du Brésil, la Guyane, le Suriname et le Guyana. L'objectif est de rendre plus visibles les flux économiques existants, aujourd'hui dispersés pour déclencher une offre maritime régulière. Le projet vise un corridor régional de 1 200 km.

Le Grand Port Maritime de La Réunion accélère sa modernisation numérique

Le Grand Port Maritime de La Réunion poursuit sa transformation technologique avec l'intégration du logiciel français BoatOn Book. Cet outil doit assurer le suivi de la maintenance du Dock Titan, une infrastructure stratégique pour les opérations portuaires réunionnaises (plus grand élévateur de navires de France). Le dispositif vise à améliorer la coordination des interventions techniques, la traçabilité des opérations et la gestion des équipements. Pour Port Réunion, cette modernisation numérique accompagne la montée en puissance d'un port appelé à jouer un rôle central dans la logistique de l'océan Indien.

Débat sur l'avenir du port de Longoni

Le 11 mai 2026, Ali Omar, vice-président du Conseil départemental de Mayotte, a pris position en faveur du maintien de Mayotte Channel Gateway (MCG), société délégataire du port de Longoni depuis 2013 et suspendue le 1er septembre 2025. Cette déclaration intervient alors que la gestion du principal port de commerce de Mayotte fait l'objet de vives controverses et que la délégation de service public accordée à MCG est contestée devant la justice. Le vice-président estime qu'un changement brutal de gestionnaire pourrait fragiliser son fonctionnement, en attendant l'État étudie toujours l'hypothèse d'une transformation du site en Grand Port Maritime.

Santé et Social

La Nouvelle-Calédonie cherche une issue à la crise de son système de santé

Du 28 au 30 mai 2026, le gouvernement calédonien a réuni professionnels de santé, institutions, organismes sociaux et représentants du secteur médical dans le cadre du « Gallieni de la santé », organisé au Médipôle de Koutio. Cette conférence intervient dans un contexte particulièrement tendu : selon le gouvernement, près de 25 % des médecins, infirmiers, sages-femmes et personnels médicaux auraient quitté le territoire depuis le début de la crise de 2024.

Dans l'Ouest guyanais, les professionnels de santé s'organisent

Le 27 mai 2026, les acteurs de santé de l'Ouest guyanais ont annoncé la création de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) Guyane Maroni. La zone de l'Ouest est marquée par l'éloignement géographique, la croissance démographique et la dispersion des populations, les praticiens cherchent à construire des réponses plus adaptées aux réalités locales.



Haki Za Wanatsa primée pour son action sur la santé mentale des jeunes à Mayotte

Lors des Assises de la sécurité des territoires les 27 et 28 mai (Quimper), le Collectif CIDE Outre-mer a reçu le Prix PREV 2025 pour son programme Haki Za Wanatsa à Mayotte. Le jury a souligné la qualité et la solidité de l'approche systémique du projet. Il a également salué la véritable stratégie territoriale de l'association, fondée sur les recommandations internationales en matière de développement des compétences psychosociales des jeunes à Mayotte. Cette distinction vient s'ajouter à plusieurs récompenses récemment obtenues par le collectif, parmi lesquelles le Trophée ESS 2025 de Mayotte, la Médaille de l'engagement ultramarin et le Prix Gisèle Halimi.

La Réunion prépare RéUniSim, futur centre régional de simulation en santé

Le 18 mai 2026, le CHU et l'Université de La Réunion ont officialisé le projet RéUniSim, futur centre régional de formation et de simulation en santé. Ce centre doit permettre aux étudiants et professionnels de santé de se former à des situations médicales complexes grâce à des équipements de simulation. Le projet vise à renforcer les compétences locales, améliorer la qualité des prises en charge et structurer un pôle de formation sanitaire à l'échelle de l'océan Indien. Lancement des travaux au premier trimestre 2027.

NEWSLETTER MAI



Avec sa newsletter mensuelle, STRAT'EMH vous propose un regard sur les actualités des Outre-mer, éclairées par leur environnement régional.

- **L'équipe vous donne rendez-vous le mois prochain pour la newsletter de juin !**